

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

PUISSANCE...

Le Congrès de la C.G.T.U.

Nous n'avons pas, dans ce numéro, la possibilité de donner toute la place qui conviendrait à l'examen de toutes les leçons du Congrès de la C.G.T.U. Dans les quelques lignes que nous pouvons seulement y réserver cette semaine, nous devons marquer en premier lieu que c'est véritablement un congrès pour rien.

La majorité confédérale, la direction de notre Parti, ont voulu donner une démonstration de ce que Racamond appelle « puissance de la majorité confédérale ». La conception bureaucratique de cette « puissance » pèse sur tout le Congrès; les votes seront massifs; la majorité lèvera la main avec discipline, mais pour cette majorité même, le Congrès n'apporte aucune réponse aux profondes inquiétudes qui s'y manifestent.

Nous sommes au 3^e jour du Congrès. Aucune des questions qui se posent dans la période de crise actuelle et qu'il est du rôle des communistes, pour élever les débats, de poser dans les assemblées syndicales, ne l'a été. Quelles perspectives a-t-on tracées pour les problèmes d'organisation à l'usine? Quels débats a-t-on eus sur la stratégie des grèves dans la période actuelle, la nécessité de leur élargissement, etc.? Rien... On a hué la minorité, on la battra avec un vote, on l'écrasera, mais ne faudrait-il pas plutôt extirper à cette minorité toutes les possibilités de vivre, c'est-à-dire revenir à une politique syndicale juste?

L'opposition de gauche, après la déclaration du Bureau confédéral, qui a une fois de plus parlé du « tournant décisif », disant même : « La politique de la majorité confédérale pendant deux ans a facilité l'offensive bourgeoise, facilité le réformisme et le C.I.S. », a donc voté, avec les réserves que nous publions ici, le rapport d'activité. Cela n'a qu'un sens. C'est que nous démontrons notre attachement à notre Parti, notre volonté de ne jamais nous associer à ceux qui votent contre le rapport d'activité de la C.G.T.U. et qui votent pour le rapport d'activité de Jouhaux. Ils sont nombreux aussi dans le Parti, et peut-être même au Congrès, qui ont agi de la sorte et qui sont pourtant ouvertement contre le rapport d'activité.

Le fait le plus important des débats de ces derniers jours, c'est le discours de Gittou et l'intervention du délégué de l'I.S.R. Il est clair maintenant que l'I.S.R. est pour le maintien ou la constitution de syndicats rouges, contre les syndicats de masse pour des syndicats de secte, c'est-à-dire que loin d'abandonner les erreurs de la 3^e période, malgré toutes les déclamations du tournant, on reste sur les positions politiques qui, irrédutiblement, amèneront les mêmes faiblesses, les mêmes fautes.

Nous examinerons dans notre prochain numéro plus profondément le Congrès et l'ensemble des leçons qu'il faut tirer. D'ores et déjà, on peut dire que la direction du Parti semble avoir liquidé le tournant. Le Parti ne doit à aucun moment le permettre et c'est une lutte implacable qu'il va falloir mener maintenant. Que chacun s'y prépare

PAR LE JAPON, LES IMPÉRIALISTES PRÉPARENT LE BLOCUS ET LA GUERRE!

Alerte, camarades, pour la défense de l'U.R.S.S.!

Pour se livrer en Mandchourie au brigandage colonial à main armée, le Japon a saisi le moment favorable. L'Union soviétique sent venir sur elle les difficultés résultant du mauvais stockage des blés (1), et cela gêne son action en faveur des ouvriers et des paysans chinois victimes de la conquête japonaise.

D'autre part, en plaçant devant le fait accompli ses rivaux impérialistes affaiblis par la crise mondiale, le Japon les oblige à conclure avec lui le compromis le plus favorable possible à ses intérêts.

Le Japon s'installant définitivement dans une Mandchourie colonisée moyennant la reconnaissance de zones d'influence aux Etats-Unis, à l'Angleterre et aux divers impérialismes du continent européen, c'est la menace, pour un avenir qui peut être proche, d'une agression

servant pas, déserte implicitement la cause de la paix.

Ce raisonnement est d'autant plus dangereux qu'il est susceptible de troubler beaucoup de travailleurs. L'Union soviétique, en gardant le silence, pourrait faire objectivement le jeu des social-démocrates à la Rosenfeld. L'Union soviétique doit expliquer aux travailleurs du monde entier, à la lumière des événements actuels, que le Pacte Kellogg — qu'elle a eu tort de signer —, loin d'être un instrument de paix, n'est qu'un voile jeté sur les préparatifs de colonisation et de guerre impérialiste. Elle doit dénoncer le Pacte Kellogg, repousser absolument la distinction fallacieuse entre agresseur et agressé et proclamer que ce qui compte avant tout, dans toute guerre, c'est la distinction fondamentale entre oppresseurs et opprimés,

qui, pour être refoulées par un régime bureaucratique, n'en existent pas moins et seront amenées à venir au jour.

L'opposition de gauche s'est toujours affirmée pour la défense de l'U.R.S.S. C'est une condition fondamentale pour l'appartenance à ses rangs. Mais elle n'a jamais envisagé la défense de l'U.R.S.S. comme la répétition de formules éclatantes qui ne touchent pas les ouvriers; elle a toujours considéré que la défense de l'U.R.S.S. ne pouvait être assurée d'une façon efficace que par une politique juste de l'I.C. et de ses sections.

L'opposition de gauche a préconisé, pour unir autour de l'U.R.S.S. les travailleurs des pays capitalistes subissant les conséquences de la crise, le mot d'ordre de la collaboration économique

Leur place est au premier rang!

Anniversaire d'Octobre, mais aussi anniversaire de la scission dans le Parti bolchevik par la volonté de la fraction stalinienne. Depuis quatre ans, les bolcheviks-léninistes subsistent, dans la patrie du prolétariat qu'ils ont contribué à créer et à défendre, la répression la plus implacable.

Des milliers de déportés, d'enfermés dans les isolateurs et là les mesures les plus brutales leur sont appliquées. La fraction centriste porte la responsabilité de la mort des bolcheviks Boutov, Siliv, Rabinovitch, du plus ancien membre du Parti bolchevik Kote Zinzadze, de l'intrépide révolutionnaire Blumkine.

Il faut exiger que cesse cette répression qui nuit directement aux intérêts de la Révolution; il faut sauver les 8.000 bolcheviks déportés en Sibérie, les arracher à un climat

pernicieux qui met en danger leur vie, comme c'est tout particulièrement le cas de Rakowsky.

La fraction stalinienne n'a pas eu d'autre arme pour répondre à la lutte idéologique infatigable que lui ont menée les bolcheviks-léninistes, attachés inébranlablement à la Révolution russe, et qui, malgré les conditions dans lesquelles ils étaient contraints de vivre, ont à chaque instant apporté leur part à la vie du Parti et de l'Internationale.

Ce sont les documents pour le VI^e Congrès de l'I.C., ce sont les déclarations de Rakowsky et d'autres oppositionnels lors des tournants dans la politique stalinienne, leurs adresses au 16^e Congrès du Parti bolchevik, une vie idéologique intense dont nous ne connaissons que des bribes avec un retard considérable.

impérialiste sur le flanc extrême-oriental de la République soviétique.

Ni les Etats-Unis, ni les impérialismes européens de la S.D.N., dont la carence en cette affaire est éclatante, ni la Russie soviétique n'ont fait appel au Pacte Kellogg contre le Japon agresseur.

Si l'Union soviétique réclamait une action résolue des signataires de ce pacte contre l'agresseur japonais, si la Russie exigeait la convocation d'une conférence de ces signataires, les impérialistes, au cas où ils ne pourraient se dérober, transformeraient certainement cette conférence en un instrument de pénétration impérialiste en Chine sur la base d'un compromis entre tous les rivaux, Japon compris.

C'est pourquoi la Russie soviétique a raison de ne pas invoquer le Pacte Kellogg, en dépit des appels de plus en plus pressants de M. Rosenfeld, du *Po-pulaire*, qui, sur cette question, agit comme porte-parole des social-pacifistes du monde entier qui veulent imposer à l'Union soviétique la pression des impérialismes par les voies diplomatiques de la S.D.N. ou d'organismes s'y rapportant.

Rosenfeld explique à qui veut l'entendre que le Pacte Kellogg est un instrument de paix et que la Russie, en ne s'en

entre exploités et exploités. La politique de l'U.R.S.S. doit appuyer la politique de l'I.C., la politique révolutionnaire du prolétariat.

Ce n'est pas par la propagande pacifiste qu'on lutte contre les brigandages coloniaux et contre la guerre impérialiste, mais c'est par la lutte des classes qui, dans le monde entier, à travers les alternatives inévitables de flux et de reflux, doit se développer vers l'éclosion de nouvelles révolutions prolétariennes.

Il faut se détourner de la théorie de l'achèvement du socialisme dans un seul pays. L'édification du socialisme en Russie exige la lutte pour la révolution mondiale.

La Mandchourie colonisée par le Japon deviendrait une redoutable place d'armes contre la Révolution russe.

La Révolution russe doit se défendre en faisant, avant tout, appel aux forces prolétariennes du monde entier, en les mobilisant et en affermissant les forces révolutionnaires de l'Union soviétique.

La politique stalinienne, par ses zigzags, n'a seulement pas contribué à renforcer les rangs prolétariens autour de l'U.R.S.S., mais au contraire a désagrégé le centre de cristallisation du prolétariat qu'est l'I.C., dont le silence en ces heures graves est inadmissible. De plus, cette politique erronée, basée sur la théorie du « socialisme dans un seul pays », n'a en U.R.S.S., en voulant « rattraper et dépasser » l'économie des pays capitalistes, donné des succès économiques qu'au prix d'une aggravation considérable des contradictions politiques

avec l'U.R.S.S. L'I.C. n'a pas adopté ce mot d'ordre. Elle a laissé le gouvernement soviétique traiter avec les Etats capitalistes sans mobiliser la classe ouvrière.

L'I.C. a pratiqué une politique sectaire à l'égard des ouvriers socialistes, les a dressés fortement contre les P. C., a en particulier permis en Allemagne aux hitlériens d'exploiter une grande partie du mécontentement et de la désillusion des masses, ainsi qu'en Angleterre aux conservateurs, les adversaires les plus acharnés de la Révolution russe, d'exploiter la faillite du Labour Party.

« Pour la patrie socialiste? Oui! Pour le cours stalinien? Non! », affirmait en 1927 notre camarade Trotsky. Plus que jamais l'opposition fait siennes ces paroles.

L'opposition défendra l'U.R.S.S. sans conditions.

L'opposition de gauche et, au premier rang, sa section russe, ses 8.000 déportés et exilés, luttera pour la défense de la patrie socialiste. Mais elle luttera aussi, parce qu'il n'est pas possible de dissocier ces deux actions, elle luttera pour changer le cours de l'I.C. et de ses sections et la politique de l'Union soviétique.

Une partie sérieuse est engagée en Mandchourie. Le sort de la Révolution peut y être mis en jeu. L'opposition de gauche apportera, par ses analyses, par ses propositions, par toute son action, sa contribution pour que chaque communiste comprenne son devoir et l'accomplisse!

Alerte pour la Révolution russe en danger!

“LE GROUPE” n'est pas la cause! “LES GROUPE” SONT DES CONSEQUENCES!

Le groupe Barbé est jeté en pâture au Parti. Il a occupé autrefois les plus hauts postes du P. C. français : Barbé et Celor au B. P. et à l'Exécutif de l'I. C., Lozeray au secrétariat du P. C., Billoux et Couthéillas à la direction des J. C. et à l'I. C. J., Raymond à la Région parisienne, Galopin à la direction de la C.G.T.U., sans compter les comparses, tel Larribère (« j'ai travaillé sous leur influence » pendant des années à la section centrale d'organisation). Aujourd'hui le groupe est voué aux gémonies; il est coupable de toutes les fautes du Parti et c'est à qui le dénoncera le plus vigoureusement.

Nous devons mettre en garde les camarades du Parti contre la façon dont on présente les choses : on découvre tout d'un coup le « groupe » Barbé avec stupeur. A l'I. C. comme dans le Parti, on crie au scandale. En réalité le « groupe » était parfaitement connu depuis longtemps de l'I. C., pour la bonne raison qu'il constitua la fraction Staline dans le Parti français pendant la « troisième période ». C'est à cause de cela qu'il fut mis à la tête du Parti fin 1927 jusqu'au tournant de 1930. Pourquoi le chasse-t-on aujourd'hui?

D'une part, la situation du Parti lui impose de changer de politique. Mais la plupart des membres du « groupe » auraient aussi bien défendu une autre politique. La raison essentielle qui a poussé l'I. C. à combattre ce « groupe », c'est de détourner le mécontentement du Parti. Nous apprenons qu'on prépare un Congrès du Parti pour fin janvier. Sa plate-forme est toute trouvée : Contre le groupe! et sur elle, le « groupe » Thorez-Frachen, qui ne durera peut-être pas si longtemps que le « groupe » Barbé, compte rassembler l'unanimité du Parti.

Dès maintenant, nous dénonçons les méthodes de lutte contre le « groupe », non pas que nous tenions à le défendre, mais parce que ces méthodes qui servent depuis des années dans l'I. C. contre l'opposition de gauche comme contre toute tendance, sont impropres à éduquer le Parti. La presse du Parti n'est ouverte qu'aux uns; la direction cogne, cogne et fabrique l'opinion du Parti. Les autres sont réduits au silence ou, s'ils ont vraiment une ligne politique à défendre, à faire des actes qui permettent l'exclusion pour indiscipline. Il faut cesser avec ces méthodes.

D'autre part, le Parti ne doit pas se laisser prendre au piège. Nous avons réclamé il y a bientôt un an un Congrès du Parti. Mais nous l'avons dit : un Congrès préparé par une large discussion, avec des thèses et des contre-thèses. Le Parti ne doit pas suivre la direction dans sa manœuvre. Le redressement du Parti ne se réalisera pas par un pogrom contre un « groupe », mais par une critique impitoyable de la politique passée et l'élaboration collective de la ligne à suivre.

En 1929 : 589 délégués
En 1931 : 889 »
(U.O. du 13 Novembre)
Et combien d'adhérents?

Lettre de l'Opposition de gauche au Congrès Unitaire

AUX COMMUNISTES, AUX DÉLÉGUÉS

au VI^e Congrès de la C.G.T.U., aux Syndiqués Unitaires !

Camarades,

La fraction syndicale de la Ligue communiste tient, par cette lettre, à apporter quelques éléments qui permettront au Congrès d'examiner la politique passée et d'élaborer l'orientation à donner à la C.G.T.U.

Le VI^e Congrès de la C.G.T.U. trouve celle-ci dans une situation extrêmement périlleuse. Depuis 1929, la chute des effectifs n'a cessé de s'accroître, la lutte interne de s'amplifier, l'influence sur la classe ouvrière de décroître, les grandes campagnes de la C.G.T.U. sont restées sans écho, les actions entreprises ont échoué. Le rapport d'activité et le rapport financier ne peuvent le dissimuler tant la gravité de la situation est éclatante.

Tandis qu'en 1929, les Fédérations ont placé 411.840 cartes, elles n'ont pris en compte, en 1931, que 294.390 cartes. Soit une perte minima de 120.000 membres. Si l'on examine par fédération, on trouve que les plus touchées sont celles qui groupent les travailleurs de l'industrie privée.

L'Alimentation passe de 13.000 à 7.000.
Le Bâtiment de 51.000 à 31.000.
Les Produits chimiques de 6.700 à 4.300.
Les Métaux de 39.000 à 19.000.
Le Textile de 28.700 à 18.000.

A ces chiffres si éloquentes s'ajoute encore le fait constaté généralement d'une très faible fréquentation des assemblées syndicales par les syndiqués. Pour ce Congrès, citons seulement deux exemples de la XX^e Union ; le syndicat des Cimentiers groupe plusieurs milliers d'ouvriers, 50 seulement ont élu les délégués ; aux Cuirs et Peaux, sur 600 syndiqués, une vingtaine de présents.

A part la grève de Trith-Saint-Léger, les grèves dont parle le rapport d'activité : Belfort, bâtiment de Paris, Le Boucau, Vierzon, Cours et surtout les grandes grèves du Nord et du Pas-de-Calais, textiles et mineurs, se terminent toutes par des échecs, et il s'ajoute encore le plus souvent un affaiblissement des organisations existantes.

La situation actuelle de la C.G.T.U. est alarmante ; il ne sert à rien de se le dissimuler. Si nous voulons arrêter la dégringolade et remonter la pente, il faut rechercher les causes profondes qui nous ont amenés à ce point.

POURQUOI ?

Les deux tendances principales qui se combattent dans la C.G.T.U. apportent à cette question des réponses contradictoires.

La majorité confédérale dit : « C'est dans la mauvaise application des tâches tracées par le 5^e Congrès que nous devons rechercher les causes de la régression de nos effectifs ». (Rapport d'activité, page 20). Les minoritaires du C.I.S. disent : « C'est la faute au Parti communiste, au rôle dirigeant ». Les premiers déduisent toute une série de tâches générales qui ne sont que la répétition de ce qui a été écrit à maintes reprises depuis des années : « A l'usine ! Au chantier ! Au travail pour gagner les masses », et qui ne peuvent faire avancer la question d'un pas, mais, au contraire, permettent à tous les adversaires de la fraction communiste d'exploiter ses fautes.

Les seconds concluent par une lutte implacable contre le communisme, se lient aux réformistes de la C.G.T. et travaillent purement et simplement à discréditer l'avant-garde révolutionnaire auprès des masses ouvrières.

Ni l'une ni l'autre de ces explications n'est juste ; ni l'une ni l'autre des conclusions ne pourra tirer la C.G.T.U. de l'ornière. Nous, oppositionnels de gauche, estimons que la situation actuelle de la C.G.T.U. est la conséquence d'une politique erronée des fractions communistes d'une politique erronée du Parti communiste qui, au lieu de fortifier le courant révolutionnaire dans la classe ouvrière aux dépens du courant réformiste, désagrège les rangs de l'avant-garde prolétarienne, la détache des masses et nourrit, par ses fautes répétées, le courant réformiste, surtout sous la forme particulièrement nocive du C.I.S. et du Comité des « 22 » qui, par des phrases « gauches », dévient la volonté de lutte des ouvriers vers des solutions réformistes. Nous estimons que, pour mettre fin à la situation présente de la C.G.T.U., on ne peut détacher arbitrairement celle-ci de l'état du Parti communiste, que toute solution qui ne viserait que la C.G.T.U., sans tenir compte du P.C. ou dresserait la C.G.T.U. contre le Parti découlerait d'une conception syndicalisante des rapports entre Parti et syndicats, n'apporterait aucune solution réelle à la crise de la C.G.T.U., mais aboutirait encore en fait à servir le courant réformiste. La seule solution véritable pour redresser la C.G.T.U. doit viser directement au redressement de la politique du P.C., en particulier dans le domaine syndical.

Il faut souligner que le rapport d'activité est totalement muet sur le rôle diri-

geant du Parti, proclamé au Congrès de 1929, et qui servit de machine de guerre aux minoritaires contre la direction confédérale. L'affirmation tapageuse de 1929 et le silence de 1931 sont aussi dangereux l'un que l'autre. La proclamation formelle du rôle dirigeant par un congrès de la C.G.T.U. a été une faute considérable ; elle a été exploitée par la minorité et n'en plus parler aujourd'hui, c'est sembler leur donner raison. Il faut rétablir une position communiste nette sur le rôle dirigeant. Il n'y a pas d'organisation syndicale indépendante des courants politiques qui s'affrontent au sein du prolétariat. On ne conquiert pas le rôle dirigeant par un vote formel de congrès, mais par une politique conforme aux intérêts des ouvriers, qui gagne la confiance de ceux-ci. Le Parti fut amené à faire voter le rôle dirigeant au moment où la politique qu'il préconisait ne correspondait pas à la situation et dressait contre elle les ouvriers. Par le retour à une politique juste, le Parti exercera effectivement le rôle dirigeant en entraînant derrière lui le plus grand nombre d'ouvriers.

La tactique ultra-gauchiste qui fut appliquée eut pour conséquence la régression de la C.G.T.U. Chaque délégué a des exemples locaux où il a été intimement mêlé qui appuient notre affirmation. Nous n'ajouterons que quelques exemples pris dans le rapport d'activité lui-même.

LES GREVES

La grève de Belfort fut « politisée » à outrance. Aux ouvriers en majorité inorganisés, on n'insista pas sur les revendications immédiates pour mettre au premier plan le « caractère politique » de la lutte.

La grève du bâtiment de la Région parisienne est présentée de façon fautive dans le rapport d'activité. Ce ne fut pas une grève de « discipline syndicale », mais un mouvement décidé bureaucratiquement en dehors de la volonté des syndiqués et même contre celle-ci. Elle n'avait pas d'objectifs revendicatifs précis ; elle visait à donner de l'ampleur au Premier Mai. Celui-ci devait être, par décision, une journée de lutte, où le prolétariat

Mais la direction unitaire s'adressa sur tous les tons aux ouvriers réformistes en les appelant à se dresser contre leurs chefs en qui ils avaient encore confiance, au lieu de s'adresser tout simplement aux organisations réformistes, base et sommet compris ; la pratique du front unique, le développement de la lutte devant permettre précisément la dissociation entre la base et le sommet.

C'est cette conception du front unique qu'avaient de nombreux militants mineurs lors du conflit de ce printemps et que le rapport d'activité défigure de la façon suivante : « ils se faisaient les propagandistes de l'idée que, sans les chefs réformistes, il n'y avait rien à faire » (page 14).

L'abandon de la tactique du front unique, ainsi que celui de la lutte pour l'unité syndicale, sur laquelle nous reviendrons plus loin, ont été des facteurs importants qui ont amené la C.G.T.U. au point où elle se trouve. Ces deux erreurs découlent de la même fautive conception du réformisme dans la classe ouvrière, consistant à l'identifier avec n'importe quelle autre idéologie bourgeoise et en parti-

d'en trouver la solution. Le mauvais régime intérieur n'est pas venu par hasard, il a ses sources dans la politique fautive. Parce que sa politique ne correspondait pas à la situation et à la pensée des syndiqués, la direction a été amenée à employer des moyens contraires à la démocratie syndicale pour faire triompher ses points de vue dans l'organisation. C'est pour les besoins d'une fautive politique que le régime intérieur a été vicié. Et tandis qu'un régime intérieur sain eût permis la correction des fautes, ce régime vicié entraîna à son tour des erreurs politiques nouvelles, l'élaboration de la politique et le contrôle des résultats échappant de plus en plus à l'examen de la masse des syndiqués pour se concentrer dans les mains d'un appareil, acquiesçant de ce fait des intérêts et une idéologie propres.

COMPOSITION SOCIALE DE LA C.G.T.U.

Une des conséquences les plus dangereuses de cet engrenage fut d'augmenter la prépondérance au sein de la C.G.T.U. des fédérations de travailleurs ayant un statut sur les travailleurs de l'industrie privée. Les grèves générales étaient votées, les mots d'ordre ultra-gauchistes étaient adoptés par une majorité qui échappait à l'application de ces mots d'ordre et de ces grèves, application rejetée sur une minorité de travailleurs dispersés dans de vastes entreprises parmi un prolétariat pas mûr pour les actions décidées. La mauvaise composition sociale de la C.G.T.U. a facilité la politique fautive de la C.G.T.U. et s'est accentuée avec elle. C'est un des points importants sur lesquels nous attirons l'attention des délégués car, si l'on ne se présente pas clairement le but à atteindre, les couches prolétariennes à gagner, jamais on ne fixera une politique capable d'améliorer la situation actuelle.

Il ne s'agit pas bien entendu de sous-estimer le rôle des travailleurs des services publics. Bien au contraire, les chemins, travailleurs des postes, de l'éclairage, etc., jouent un rôle considérable dans l'économie et ont une tâche importante à remplir dans les luttes révolutionnaires. Mais il faut lier le mouvement révolutionnaire aux masses exploitées des industries de base de l'économie capitaliste : métallurgie, produits chimiques, etc., englober dans la lutte la considérable main-d'œuvre étrangère, jeune, féminine, sur laquelle le capitalisme amasse des profits monstrueux.

LE C.I.S.

Aux difficultés que subit la C.G.T.U., le chancier du C.I.S. vient apporter partout les ferments qui activent et développent la désagrégation de l'organisation.

Le C.I.S. trouve son origine dans le développement du réformisme au sein du mouvement révolutionnaire pendant une période de reflux, au moment où la direction révolutionnaire par aventurisme proclame l'existence d'une période de flux révolutionnaire. Se couvrant du drapeau de l'indépendance du syndicalisme, le C.I.S. se joignit aux éléments de la gauche socialiste, à l'instant où un tournant se produisit dans la situation, où la crise commença à s'étendre en France et où se forma dans les couches du prolétariat un courant de résistance vigoureuse contre l'offensive capitaliste.

S'emparant du mot d'ordre de l'unité syndicale, le C.I.S., subissant le rôle dirigeant de la gauche socialiste dans le Comité des « 22 », canalisa ce courant de résistance à l'offensive patronale pour que l'unité syndicale constituait un objectif primaire et réussit en grande partie à le dévier vers des solutions et des moyens réformistes en subordonnant les luttes à la réalisation de l'unité syndicale. Toute cette manœuvre fut favorisée par la politique fautive de la direction confédérale. Toutes les fautes de celle-ci, son attitude anti-unitaire ont dissimulé à beaucoup d'ouvriers sincèrement révolutionnaires le caractère profondément réformiste du C.I.S., ses affinités principales avec le réformisme avoué des Jothaux et ses divergences irréductibles avec le courant révolutionnaire, avec le P.C., expression organisée du communisme.

Une politique communiste juste aurait permis et permettrait encore d'arracher, pour tous les ouvriers révolutionnaires, le masque qui permet au C.I.S. de se dissimuler et de cacher son jeu de formation réformiste la plus à gauche pour corrompre le mouvement révolutionnaire. Le développement du C.I.S. ne ferait qu'augmenter la désagrégation de la C.G.T.U. Pour arrêter son développement, des mesures mécaniques n'y aboutiront pas ; il faut ôter au C.I.S. la nourriture abondante dont il se nourrit, il faut supprimer les erreurs politiques, il faut avoir des perspectives justes, claires et en déduire la politique adé-

Champions de l'indépendance, serviteurs de la bourgeoisie

EXTRAIT d'une motion :

« Le Congrès reprend dans leur intégralité les principes inscrits dans la résolution d'Amiens, confirmés par tous les congrès ultérieurs de la C.G.T., qui lui donnent ainsi un caractère absolu. Il ajoute que l'interprétation donnée à ces principes et les précisions qui y sont ajoutées excluent sans équivoque possibles, sans qu'il puisse s'établir une confusion toutes les thèses qui prétendraient accommoder l'autonomie nécessaire et totale du syndicalisme aux visées d'un parti politique ou d'un gouvernement quels qu'ils soient.

« Il y a une contradiction irréductible entre l'indépendance du mouvement syndical et toutes les formes de liaison permanente à une action politique qui mettraient le mouvement, ses forces, ses possibilités à la remorque d'un parti et qui entraîneraient les travailleurs à des luttes non décidées par eux-mêmes, pour des objets qu'ils n'auraient pas discutés, pour des fins qu'ils n'auraient pas déterminées.

« L'action des minorités peut s'exercer au sein de l'organisation des assemblées régulières des congrès. Elle ne peut être tolérée, lorsqu'elle prend un caractère d'opposition publique aux décisions régulièrement prises par les majorités. »

Une motion des « 22 » ? Non point, la motion Dumoulin au Congrès de Lille !

Dumoulin n'a pas changé, ce sont les Monatte qui sont passés sur les positions de Dumoulin et veulent le réhabiliter.

Quelles ont été les fautes politiques commises par la direction de la C.G.T.U. depuis le V^e Congrès en 1929 et d'où viennent-elles ? Le Congrès de 1929 avait jugé le capitalisme dans le monde, et particulièrement en France, comme étant dans la « troisième période », période de crise aiguë, où les antagonismes de classe se posaient d'une façon brutale, où la guerre était imminente, où il fallait, par conséquent, poser aux travailleurs que le développement de la crise avait radicalisés, des tâches et des objectifs révolutionnaires menant à l'insurrection armée. D'où la politisation des grèves, les journées rouges, l'abandon (non proclamé en paroles mais accompli en fait) de la lutte pour l'unité syndicale et de la tactique du front unique, la lutte la plus résolue contre les syndicats réformistes, organisations corrompues du haut en bas. C'est une supercherie grossière du rapport d'activité, sous prétexte de résumer les appréciations du V^e Congrès (page 4), que de présenter celles-ci comme montrant « l'inévitabilité de l'entrée de la France dans le cycle de la crise mondiale, etc. ». C'est sur une analyse du régime capitaliste se décomposant que fut basée la tactique adoptée par le V^e Congrès, et non sur les perspectives d'un développement de la crise.

« Avec les réformistes la critique amicale ». « Contre les communistes la haine implacable ». Ouvriers du C. I. S., sont-ce vos intentions ?

PEUT-ON TRAHIR PLUS OUVERTEMENT ?

« Cri du Peuple » du 4 novembre : « Le temps des angoisses et des découragements est pour nous révolu. L'unité ne dépend plus désormais des dirigeants quels qu'ils soient, la fusion des travailleurs d'un même métier dans un même syndicat n'est plus qu'une question de jours. »

« H. Boville. »

Au moins celui-là parle clair !

TOUT DUMOULIN EN SIX LIGNES

« Populaire » du 13 octobre :

« Les communistes n'attaquent pas les bourgeois. Ils n'ont de fiel et de haine que pour les socialistes. Leurs armes empoisonnées sont dirigées uniquement contre la classe ouvrière pour la diviser et la meurtrir. »

« G. Dumoulin. »

LES AMIS DE MES AMIS...

Les derniers collaborateurs du « Cri » (nos 97 et 98) : Garchery, Sellier, Mme Paz, Paul-Louis...

N'est-ce pas éloquent ?

Camarade délégué,

Tu peux recevoir gratuitement « la Vérité » chaque semaine durant un mois en nous envoyant ton adresse. Tu peux t'abonner pour trois mois en versant 5 francs. « Vérité », 45, boulevard de la Villette, Paris. Chèque postal : P. Frank 136855.

culier avec la plus réactionnaire sous la théorie du « social-fascisme ». Cette assimilation du réformisme au fascisme, au lieu de le considérer comme une idéologie servant la bourgeoisie en faisant appel à la conscience de classe du travailleur, ce qui fait de l'ouvrier réformiste celui qui est le plus susceptible d'être gagné aux idées révolutionnaires, a entraîné une attitude sectaire si radicalement fautive vis-à-vis des ouvriers réformistes que le fossé creusé entre ouvriers unitaires et réformistes a été profondément agrandi, en même temps qu'elle liait davantage l'ouvrier réformiste trompé à ses chefs qui le trahissent. Pour combler ce fossé, pour éveiller à nouveau l'attention des ouvriers réformistes, il faudra beaucoup de patience, beaucoup de doigté et non des affirmations gratuites sur le front unique ou l'unité « à la base ».

REGIME INTERIEUR

La discussion parue dans la Vie Ouvrière et dans l'Humanité a assez souvent mis en cause le régime intérieur de la C.G.T.U. Celui-ci est franchement mauvais ; mais lui attribuer toutes les responsabilités de la situation présente, c'est fausser le problème et se priver

Le C. I. S. exploite l'Unité syndicale pour désagréger la C. G. T. U. au profit de la C. G. T. Les Communistes veulent l'Unité syndicale pour mieux entraîner les masses à l'action

PERSPECTIVES ET TACHES

La crise mondiale qui ne s'est étendue que très tard sur la France et jusqu'à présent dans une mesure faible relativement aux autres grandes nations capitalistes, ne manquera pas de prendre dans les mois qui viennent une extension importante. La limitation des débouchés, le protectionnisme douanier des nations, la restriction des marchés intérieurs, l'abandon de l'étalon-or par l'Angleterre et l'inflation correspondante entraîneront un accroissement général du chômage, tout particulièrement en France, en même temps qu'une accentuation de l'offensive capitaliste contre le niveau de vie de la classe ouvrière.

La lutte de classes ne manquera pas de prendre un tour plus accusé; les grandes grèves de cette année des mineurs et du textile ne sont que les signes avant-coureurs de vastes luttes embrassant des couches nouvelles nombreuses du prolétariat qui, jusqu'à présent, n'ont pas participé, parfois même pas prêté attention à la lutte de classes.

L'ampleur des luttes à venir rend de plus en plus décisive l'intervention dans ces luttes de l'avant-garde du prolétariat, le Parti communiste, et des ouvriers groupés autour de lui, en particulier des militants de la C.G.T.U. Poussés par la situation qui leur sera faite à des formes de lutte plus résolues, les ouvriers auront impérieusement besoin d'une direction analysant à chaque instant avec précision les rapports de force existants, l'orientation des courants dans la lutte et formulant avec précision des directives claires correspondant aux étapes de la lutte, pour la porter à un niveau supérieur. Sans perspectives claires, sans politique précise, cette avant-garde ne peut continuer à agir que d'une façon empirique, prêter ainsi le flanc à la répression gouvernementale qui se renforcera encore, et laisser la direction réformiste exploiter les fautes inévitablement commises pour dévier la volonté de lutte des ouvriers vers des objectifs illusoire, y épuiser leurs forces et permettre à la bourgeoisie d'utiliser la situation pour échapper à la crise.

STRATEGIE DES LUTTES

Au moment où des couches nouvelles vont entrer dans la bataille, le courant communiste doit se poser comme objectif d'enlever les masses à la direction réformiste et de les gagner pour la lutte révolutionnaire. C'est par un travail persévérant, tenace, combinant l'audace et la prudence, aussi bien dans la préparation des luttes que dans leur déroulement que nous pourrions gagner les masses. Dès maintenant, chaque militant doit avoir une notion claire de la stratégie des luttes et de la manière de se lier aux larges masses.

Dans la situation actuelle où la crise économique entraîne une offensive capitaliste contre le niveau de vie des ouvriers, une extension du chômage, les travailleurs sont réduits, comme ligne générale, à la défensive. Cela n'exclut pas la possibilité, dans des cas particuliers, de lutte pour une amélioration de travail. Mais dans la plupart des cas et surtout en ce qui concerne les mouvements très importants, le prolétariat se trouve dans une position de résistance contre les prétentions patronales. C'est sur cette position que, aujourd'hui, peut se réaliser le front unique. L'offensive capitaliste se produit d'une façon méthodique sur un front choisi à l'avance par le patronat; l'élargissement de ce front par l'extension du mouvement à toute une région ou à toute une industrie et jusqu'à la grève générale doit être un des principaux objectifs du mouvement révolutionnaire, car l'élargissement des luttes empêche le patronat de concentrer ses forces contre un nombre restreint de lutteurs et d'autre part, soude plus étroitement les liens de la classe ouvrière, accroît sa confiance dans la lutte, augmente démesurément sa force et son poids et ainsi facilite sa victoire contre la bourgeoisie.

UNITE SYNDICALE

Le problème de la liaison de l'avant-garde révolutionnaire à la masse réformiste ou se mettant tout simplement en mouvement sans perspectives précises trouve aujourd'hui sa solution dans la lutte pour l'unité syndicale. En France, où toutes les organisations syndicales groupent à peine 10 % du prolétariat, le sentiment qu'a ce dernier de sa faiblesse est manifeste et sa volonté de résistance par la lutte contre l'offensive capitaliste trouve son expression dans la revendication de l'unification des forces.

Pour nous, communistes, la réalisation de l'unité syndicale ne peut constituer une panacée; ce qui importe avant tout, c'est l'existence d'une direction politique juste, c'est-à-dire d'une politique du P.C. juste. Mais une politique doit aider les masses à franchir les objectifs qu'elles se posent, si restreints soient-ils, pour mieux porter la lutte sur un niveau plus élevé. L'avant-garde révolutionnaire doit se mettre à la pointe du combat pour la réalisation de l'unité syndicale.

L'unification des centrales syndicales entraînerait un afflux d'éléments nouveaux, rendrait la centrale unifiée plus dépendante des couches les plus exploitées, donnerait des possibilités plus larges à l'avant-garde communiste pour ga-

gner la classe ouvrière et pousser les luttes à devenir plus larges, plus vigoureuses, à avoir un caractère plus objectivement révolutionnaire et, ainsi, à mettre en évidence pour les couches les plus réfractaires du prolétariat l'antagonisme fondamental irréductible entre le communisme et le réformisme. Avec une politique juste du P.C., seuls les chefs réformistes ont à craindre la réalisation de l'unité syndicale. Par une politique persévérante, hardie, sans réticences, ni manœuvres grossières, les communistes doivent contraindre les chefs réformistes à se démasquer nettement comme scissionnistes ou à accepter l'unité syndicale pour ne pas perdre le contrôle de larges masses.

Dire qu'il faut contraindre les bonzes de la C.G.T. à accepter l'unité syndicale, cela entend nettement qu'il faut condamner toutes les formules « unité de lutte de classes, unité sans Jouxhaux, etc. », qui permettent aux adversaires honteux de l'unité de se retrancher derrière elles. La direction confédérale a eu et a encore des positions confuses et contradictoires sur l'unité syndicale depuis qu'elle a abandonné une politique ouvertement antiunitaire. Toutes ses façons de poser la question du congrès de fusion « sans les chefs », sur la base de la lutte de classes, sur des revendications immédiates, etc., ne font que donner aux ouvriers l'impression qu'elle ne veut toujours pas de l'unité syndicale et qu'elle cherche à ruser avec cette question. Per-

de la capitulation devant Jouxhaux aux partisans du C.I.S.; 3° renforcer la cohésion et l'influence de l'avant-garde révolutionnaire.

Toute autre réponse sur l'unité syndicale, toute réponse équivoque peut, dans le rapport actuel des forces entre la C.G.T.U. et la C.G.T., avoir des conséquences catastrophiques pour la C.G.T.U.

FRONT UNIQUE

Parallèlement à la lutte pour l'unité syndicale, la lutte pour la réalisation du front unique dans les luttes qui se déroulent est une tâche de toute première importance.

Tant que l'unité syndicale ne sera pas reconstituée et en même temps pour œuvrer à cette reconstitution, à chaque lutte du prolétariat pour la défense de ses salaires et de toutes ses conditions de travail, les syndicats unitaires devront s'acharner à la réalisation véritable du front unique syndical. A cet effet, dans la préparation des luttes et à chaque moment de celles-ci, les organisations unitaires engagées devront faire aux organisations syndicales confédérées, catholiques, etc., des propositions concrètes sur un programme précis de revendications pour lequel la grande majorité des ouvriers est disposée à la lutte et pour des meetings communs, démonstrations communes, comités de grèves, etc., s'engageant à exécuter loyalement le programme de front unique, mais

La doctrine communiste sur les Syndicats

Extrait des thèses présentées par Lénine au II^e Congrès de l'I. C.

« La bureaucratie professionnelle divise donc le mouvement ouvrier, le débilite, substitue aux grands buts révolutionnaires des revendications réformistes partielles et ralentit, en fin de compte, la transformation des luttes éparses du prolétariat en une vaste lutte révolutionnaire, tendant à la destruction définitive du capitalisme.

« Etant donné la tendance féttement prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les syndicats et le caractère révolutionnaire objectif de la lutte que ces masses soutiennent, en dépit de la bureaucratie professionnelle, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des syndicats, et travaillent à en faire des organes conscients de la bataille en vue du renforcement du régime capitaliste et de l'établissement du communisme. Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de syndicats, toute tentative qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle (dissolution de filiales locales révolutionnaires isolées des syndicats par des centres opportunistes), présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle menace d'écartier les ouvriers les plus avancés et les plus conscients des masses en marche vers le communisme, et d'adopter ces masses aux mains des leaders opportunistes de la bourgeoisie... Les hésitations des masses ouvrières, leur indécision politique et la facilité avec laquelle elles prêtent l'oreille aux arguments des leaders opportunistes, ne pourront être vaincues qu'au cours de la lutte qui s'envenime d'un jour à l'autre; on ne saurait avoir raison

sister dans cette voie, c'est faire le jeu des véritables scissionnistes, des chefs réformistes.

Il faut faire l'unité avec tous les ouvriers et aujourd'hui la majorité des travailleurs organisés a confiance dans les réformistes. Notre tâche dans la centrale unifiée est précisément de changer cette situation. Pour pouvoir le faire, nous n'avons pas d'autres conditions à poser que d'avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs que tout syndiqué, c'est-à-dire que nous exigeons le respect de la démocratie syndicale, ainsi que le droit de toutes les tendances à s'organiser, afin de ne pas permettre que les chefs réformistes ne puissent renouveler leurs procédés scissionnistes de 1921.

Ce n'est qu'en abordant ainsi le problème de l'unité syndicale que la C.G.T.U. préconisant un congrès de fusion convoqué sur la base de ces deux garanties d'organisation, pourra : 1° démasquer la manœuvre de Jouxhaux à Japy continuant par l'acceptation de la fusion à la base la politique de scission et de grignotage poursuivie depuis dix ans par les agents réformistes du capitalisme français; 2° assainir le mouvement prolétarien en le débarrassant de cette formation parasitaire qu'est le Comité des « 22 », en ôtant tout crédit aux Boville et aux Rambaud qui montrent la voie

de ces traits de caractère négatifs de la classe ouvrière que si les couches les plus larges du prolétariat apprennent de l'expérience de leurs défaites et de leurs victoires que jamais le système économique capitaliste ne leur assurera une vie supportable et que si les travailleurs communistes avancés apprennent, par l'expérience de leur lutte économique, à être non seulement des propagandistes théoriques des idées communistes, mais aussi des meneurs résolus de l'action économique et syndicale. De cette façon seulement, il sera possible d'éliminer les leaders opportunistes des syndicats.

« En déterminant le but que cherchent à atteindre les syndicats et leur substance politique et économique, en dehors de leurs formes, les communistes ne doivent pas, lorsqu'ils militent dans le mouvement syndical, hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales, s'il leur fallait pour les éviter abandonner le travail révolutionnaire dans les syndicats et cesser leurs efforts pour s'en faire une arme dans la lutte révolutionnaire. S'il arrivait qu'une scission apparaisse comme absolument nécessaire, il ne faudra y recourir que si les communistes réussissent, par leurs efforts ininterrompus contre les leaders opportunistes, et par leur participation très active à la lutte économique, à convaincre les larges masses ouvrières que la scission nécessaire ne se justifie pas par des considérations relatives aux buts encore très éloignés et peu intelligibles de la révolution, mais par les intérêts immédiats et concrets de la classe ouvrière et correspond aux nécessités de l'action économique. »

« Dans le cas où une scission est inévitable, la tactique des communistes doit se baser sur une analyse attentive de la conjoncture politique et sur la prévision des conséquences de la scission, notamment au point de vue de l'éloignement des communistes de la masse ouvrière. »

en conservant dans tous les cas leur pleine liberté de présenter leur point de vue, leurs méthodes et leurs solutions devant les ouvriers. En même temps que ces propositions seront adressées aux organisations syndicales appartenant à d'autres centrales, il sera assuré la diffusion la plus large de ces propositions auprès des ouvriers adhérents à ces organisations pour qu'ils fassent pression sur celles-ci pour l'acceptation des propositions unitaires.

LA M.O.E.

Sur ces problèmes généraux s'en greffent un certain nombre d'autres qui ont une grande importance pour le mouvement ouvrier en France : celui de la M.O.E. est tout particulièrement important.

Le problème de la main-d'œuvre étrangère, malgré la diminution du nombre des ouvriers étrangers et coloniaux en France conserve une énorme importance.

La direction de la C.G.T.U. n'a pas apporté une attention suffisante à cette question.

Il eût fallu créer dans les syndicats, partout où c'était nécessaire, des permanences où les ouvriers étrangers auraient pu obtenir les renseignements nécessaires et utiles à leur installation, à leur vie, à la défense de leurs droits.

Il eût fallu mener une action énergique sur l'égalité des droits des ouvriers français et étrangers.

Il eût fallu créer des foyers d'union entre ouvriers français et étrangers, même sur une base modeste (enseignement de la langue française, promenades, sports, etc.).

L'ensemble de ces moyens aurait abouti à prendre dès leur arrivée les ouvriers étrangers dans une atmosphère de liaison fraternelle avec les ouvriers les plus avancés et aurait permis de combattre plus aisément les influences rétrogrades et l'emprise religieuse qui s'exerce presque sans contrepoids sur la masse énorme des émigrants.

Il eût fallu mener une agitation en vue d'imposer aux patrons l'insertion dans les contrats de la clause du tarif syndical en usage en France.

Il eût fallu mener une agitation et une action vigoureuse exigeant, face à l'Etat français, la liberté des frontières pour les ouvriers étrangers venant travailler en France et le respect absolu du droit traditionnel d'asile pour les émigrés politiques. Et, en même temps, il eût fallu, en opposition au contrôle de l'émigration par l'Etat capitaliste, régulariser l'émigration par le moyen des liaisons et des informations internationales réciproques d'organisation à organisation (indications aux organisations-sœurs de l'étranger des industries ayant besoin de main-d'œuvre étrangère, renseignements sur les salaires et garanties à exiger,

de la C.G.T.U. fait partie intégrante du redressement de la fausse politique suivie à l'échelle internationale.

Quand la direction de Moscou s'orientait vers l'opportunistisme, quand la délégation des syndicats soviétiques capitulait à Berlin devant les chefs du Conseil des Trade-Unions, traités à la grève générale anglaise, quand le parti communiste et les syndicats chinois s'enfermaient dans la prison du Kuomintang bourgeois de Chang-Kai-Chek, c'était aussi l'époque où la C.G.T.U. perdait de vue les buts révolutionnaires au bénéfice des seules revendications immédiates, c'était aussi l'époque où se propageait l'idée de l'unité syndicale à tout prix, même au prix de la renonciation d'un véritable travail révolutionnaire dans les syndicats réunifiés, c'était aussi l'époque où, dans les rangs de nos syndicats rouges, la formule du « réformisme adroit » se substituait à l'orientation sur la révolution prolétarienne internationale.

Quand la direction de Moscou s'orientait vers une politique aventurrière, ce fut alors l'époque que nous venons de vivre, l'époque des journées rouges sur le calendrier, des grèves sans grévistes comme au 1^{er} août, de la négligence envers les revendications immédiates, du sectarisme étroit, de l'abandon en pratique du front unique et de la politique scissionniste qui aboutit en Allemagne à la création artificielle de syndicats rouges, et en Espagne à la tentative de former une centrale syndicale étriquée formée uniquement de communistes et de sympathisants.

Ces fautes sont d'autant plus graves qu'elles s'appliquent à des pays où la situation objective devient de plus en plus aiguë et où une juste politique pourrait la transformer en une situation révolutionnaire.

Les erreurs commises peuvent prendre un caractère extrêmement grave lorsqu'elles se développent sous d'autres formes dans les syndicats soviétiques détournés de leur rôle de lutte, de réaction élémentaire contre les déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien subissant la pression de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie nationale appuyées sur les forces de l'impérialisme mondial.

Pour l'I.S.R., comme pour le prolétariat tout entier, défendre l'U.R.S.S., la patrie ouvrière internationale, c'est lutter contre les fautes commises dans le camp prolétarien et organiser la lutte contre le régime capitaliste en direction de la révolution mondiale, tout en tenant compte à chaque instant du rapport des forces et des flux et des reflux de la situation.

Il faut en ce moment internationaliser la lutte contre le chômage, pour la défense des salaires, pour la journée de travail plus courte, organiser le travail révolutionnaire dans la C.G.T. allemande et dans les deux C.G.T. espagnoles, il faut soutenir le travail si difficile des communistes anglais au sein des Trade-Unions, lutter avec acharnement contre la direction de l'American Federation of Labour aux Etats-Unis, y créer de nouveaux syndicats partout où il n'en existe pas, développer le mouvement syndical aux Indes, en Chine, en Indochine, ni dans le sens de la soumission à la bourgeoisie nationale, ni dans le sens de l'action putschiste, mais dans le sens d'une véritable action révolutionnaire entraînant la masse de la classe ouvrière.

Cela, c'est défendre réellement l'U.R.S.S., non par les paroles, mais par toute son activité.

A l'heure actuelle, s'attacher à faire mûrir la situation révolutionnaire en Allemagne et en Espagne, c'est éminemment travailler à la défense, à la consolidation et au développement de la Révolution russe, base et début de la Révolution mondiale.

CONCLUSION

Préparé insuffisamment, n'ayant pas intéressé dans les discussions la masse des syndiqués, se produisant dans une atmosphère lourde, à la suite de lourds échecs du prolétariat et d'une régression de l'organisation et de son influence, le VI^e Congrès de la C.G.T.U. soulève légitimement les inquiétudes d'un grand nombre de militants. Il n'y a pas de solution miraculeuse pour modifier du jour au lendemain la situation présente. C'est seulement en abordant courageusement la critique de la politique passée, sans crainte de mettre en cause des militants si haut placés soient-ils et en déduire les conséquences logiques; c'est en passant au crible tous les pseudo-arguments qui ont servi à justifier cette politique fautive, c'est en élaborant collectivement une nouvelle politique sans être prisonnier d'une « ligne » venue d'en haut que le Congrès dissiperait les appréhensions de chacun et orienterait l'organisation dans une voie qui renforcera l'action révolutionnaire du prolétariat pour abattre le régime capitaliste.

Vive la C. G. T. U. ! Vive l' I. S. R. !

Vive la Révolution prolétarienne !

LA FRACTION SYNDICALE DE LA LIGUE COMMUNISTE.

Extrait d'une thèse de L. Trotsky sur l'unité (1931)

« Non, ce n'est pas nous, mais les réformistes qui doivent craindre l'unité syndicale. S'ils consentent à un congrès d'unité — non en paroles, mais en fait — cela créerait la possibilité de sortir le mouvement ouvrier en France de l'impasse. Mais c'est justement pour cela que les réformistes n'y consentent pas. »

« Les conditions de crise créent pour les réformistes les plus grandes difficultés, en premier lieu dans le domaine syndical. C'est pourquoi ils ont tellement besoin de s'abriter sur leur flanc gauche; ce sont les courtiers de l'unité qui leur offrent cet abri. Démasquer le travail scissionniste des réformistes et le parasitisme des monattistes est actuellement une des tâches très importantes et indispensables. Le mot d'ordre du congrès d'unité peut bien contribuer à la solution de cette tâche. Lorsque les monattistes parlent de l'unité, ils dirigent ce mot d'ordre contre les communistes; lorsque la C.G.T.U. proposera elle-même une voie à l'unité, elle portera un coup mortel aux monattistes et affaiblira les réformistes. N'est-ce vraiment pas clair? »

« Il est vrai que nous savons d'avance que, grâce à la résistance des réformistes, le mot d'ordre d'unité ne donnera pas actuellement les grands résultats qu'on aurait obtenus dans le cas d'une véritable unité des organisations syndicales. Mais un résultat plus restreint, à condition d'une juste politique des communistes, sera sans doute atteint. Les larges masses ouvrières verront, en réalité, qui est pour l'unité, qui est contre, et se convaincront qu'on n'a aucun besoin du service des courtiers. Il n'y a aucun doute qu'en fin de compte les monattistes seront réduits à néant, la C.G.T.U. se sentira plus forte, et la C.G.T. plus faible et plus instable. »

(etc.), en un mot, internationaliser ce qui autrefois fut, à l'intérieur de la France, la pratique des Bourses du Travail depuis Pelloutier.

Faute d'avoir mené cette politique juste et de l'avoir expliquée publiquement, la direction de la C.G.T.U. a été impuissante à enrayer dans les couches arriérées du prolétariat français la croissance de courants chauvinistes sur la base de la concurrence entre ouvriers français et étrangers et il serait inadmissible que la direction de la C.G.T.U., faute d'un redressement sur cette question, acceptât implicitement une situation où l'élimination d'une grande quantité d'ouvriers étrangers par le ministère du Travail éliminerait en même temps, en fait, l'intervention syndicale dans le problème de la main-d'œuvre étrangère.

LES PROBLEMES INTERNATIONAUX — L'I. S. R.

La C.G.T.U. est partie intégrante de l'I.S.R. et du mouvement révolutionnaire mondial.

Les fautes qu'elle a commises sur le secteur français sont étroitement liées aux fautes commises par la direction de l'I.S.R. et par la direction de l'I.C. Le redressement de la fausse politique

UN CONGRÈS POUR RIEN !

L'Opposition de gauche au Congrès

INTERVENTION de notre camarade Buren au Congrès sur le rapport d'activité

Nous publions ci-dessous la sténographie de l'intervention de notre camarade Buren. On donne à un réformiste une heure, on accorde à un communiste de gauche dix minutes ! C'est pourquoi notre camarade a dû se borner à définir dans les grandes lignes nos positions syndicales devant le Congrès.

Camarades,

Délégué par mon syndicat, je n'insisterai pas tellement sur les questions de détail intéressant mon syndicat.

Je viens apporter une plate-forme, un point de vue, et j'essaierai dans une certaine mesure de rétablir la vérité. C'est pour cela que j'interviendrai au nom de l'opposition « trotskyste », comme on l'a dit tout à l'heure, c'est-à-dire au nom d'une fraction communiste qui est restée sincère, fidèle à l'esprit de Trotsky, c'est-à-dire à la ligne politique de Lénine. En matière syndicale : à celle de l'opposition de gauche.

Boville a essayé de donner une définition de la position de Trotsky. La majorité confédérale, de son côté, en a donné une autre. Ce n'était pas cela. Ce qui nous sépare de nos camarades de la majorité confédérale, c'est tout ce qui les sépare d'une véritable politique communiste dans les syndicats. Voilà le sens de nos divergences.

Maintenant, voyons nos divergences avec le Comité pour l'Indépendance. Celles-là, camarades, sont décisives, et Boville lui-même le sait très bien. Il le savait très bien ce matin lorsqu'il essayait de lancer cette formule contre le socialisme dans un seul pays.

Hier, vous proclamiez le rôle dirigeant; on n'en parle plus; mais ce qui nous sépare aujourd'hui, c'est tout ce que vous avez abandonné de la politique révolutionnaire.

Ce qui nous sépare des minoritaires, ce sont les écrits des gens comme Dumoulin disant : « Les communistes n'attaquent pas les bourgeois. Ils n'ont de fiel et de haine que pour les socialistes. Leurs armes empoisonnées sont dirigées uniquement contre la classe ouvrière pour la diviser et la meurtrir ».

Ce qui nous sépare aussi, c'est votre conception du syndicalisme pur, c'est votre esprit antiparti; vous oubliez l'expérience de la Révolution russe, que Monatte lui-même avait bien définie. Encore une fois, ce que vous avez remié vous sépare de nous.

Eh bien ! vous vous servez par moments de critiques justes, de critiques qui ont un sens révolutionnaire de notre camarade Trotsky; ce matin encore on a usé de cela, quand Engler a essayé de défendre, ou plutôt fait semblant de défendre les oppositionnels déportés; et ce qui sépare notre camarade Trotsky et nous, de ces hommes du C.I.S., c'est que le camarade Trotsky et l'opposition de gauche en Russie, qui même déportés, même persécutés, luttent toujours pour le bolchevisme, luttent toujours dans le sens de la révolution, et là, camarades, cette intervention à la noix n'était pas du tout à sa place...

Vous vous servez aussi de la formule du « socialisme dans un seul pays », on l'a déformée ici; Boville a dit qu'il était impossible de construire le socialisme dans un seul pays. Trotsky a dit en réalité : on ne construit pas le socialisme dans un seul pays en oubliant la révolution internationale, c'est-à-dire en oubliant le prolétariat international, et je citais un exemple cet après-midi à un camarade du Parti. Je lui citais l'exemple du discours de Manouïlsky au 11^e Plenum, qui n'est pas près d'enterrer la position de Trotsky dans ce même domaine.

Nos divergences sur la question syndicale portent aussi sur l'unité syndicale. Nos divergences sur cette question, nous les expliquerons demain dans un texte qui sera distribué aux délégués.

Voilà ce que la majorité entend par « démocratie »; hier on a représenté ainsi notre point de vue sur la crise : « Qu'il y avait crise inattendue... Cette démocratie syndicale n'est pas bolchevique.

Projet de résolution sur l'unité syndicale

présenté par la fraction syndicale de la "Ligue Communiste"

(Opposition de gauche)

La scission

1^o En 1921, devant la montée du courant révolutionnaire dans la C.G.T., les chefs réformistes recoururent aux exclusions contre les syndiqués et les syndicats invoquant l'indépendance du syndicalisme, niant aux révolutionnaires le droit de s'organiser comme tous les autres en tendance devant être disciplinée dans l'action aux décisions de la majorité. Ainsi, par la motion Dumoulin se réalisa la scission syndicale;

Depuis la scission

2^o Depuis 1921 jusqu'au Congrès de Bordeaux, toutes les loyales tentatives de la C.G.T.U. pour la réalisation de l'unité syndicale ont été rejetées par les chefs réformistes, marquant ainsi leur volonté de mettre les masses réformistes à l'abri du courant révolutionnaire;

Depuis Bordeaux

3^o Depuis Bordeaux, déterminé par une analyse politique erronée, un syndicalisme de secte s'instaura dans la C.G.T.U. qui abandonna, sur le terrain syndical, la politique de lutte des communistes contre le réformisme et en particulier la lutte pour l'unité syndicale.

Se produisant dans une période de reflux révolutionnaire, ces erreurs entraînent le développement d'une aile réformiste, le C.I.S., dans la C.G.T.U., sous le drapeau de l'indépendance du syndicalisme;

Le C.I.S.

4^o Avec l'entrée de la France dans la crise et le développement de l'offensive capitaliste en résultant, se développa dans les masses une volonté de lutte. La politique sectaire de la C.G.T.U. (abandon du travail dans les syndicats réformistes, etc.) ne permit pas aux révolutionnaires d'entraîner avec eux ce courant et permit au bloc des réformistes de la C.G.T.U. et de la C.G.T. groupé dans le « Comité des 22 » de dévier cette volonté de lutte, en se couvrant du drapeau de l'unité syndicale;

5^o Ne comprenant pas ce qui se passait dans les masses et ne voyant que la manœuvre du « Comité des 22 », la direction de la C.G.T.U. ne sut pas prendre une position claire pour la réalisation de l'unité syndicale, mais répondit par des tâtonnements, des ruses et des manœuvres qui nourrirent le C.I.S., dont toute la politique cependant consistait, dans les courageux mouvements ouvriers (grève des mineurs, grève du textile), à appuyer la trahison des dirigeants réformistes de la C.G.T., politique couronnée au Congrès de Japy par sa critique bienveillante à l'égard de Jouhaux et son vote pour la motion de celui-ci sur l'unité syndicale;

La motion de Japy

6^o La motion Jouhaux sur l'unité syndicale, sous des formes appropriées pour duper le courant ouvrier pour l'unité, exprime la politique de toujours des chefs réformistes adversaires de l'unité syndicale. En paroles pour l'unité syndicale, les chefs réformistes, par les imprécisions de la résolution de

Japy, laissant aux organisations de base le soin de réaliser l'unité selon les circonstances, ne visent pas à une fusion totale des Centrales, mais à des fusions partielles, c'est-à-dire à un grignotage de la C.G.T.U. au profit de la C.G.T.;

QUE FAIRE ?

7^o Considérant que :

a) Plus l'offensive capitaliste se fait implacable, plus le prolétariat voit dans la faiblesse et la division du mouvement syndical une cause de sa faiblesse;

b) Les syndicats sont l'organisation de masse de la classe ouvrière où toutes les tendances ont le droit de s'organiser dans le cadre de la démocratie syndicale, c'est-à-dire en s'inclinant devant les décisions de la majorité des syndiqués;

c) La puissance numérique d'une Centrale syndicale constitue une cause d'attraction et l'unification des Centrales entraînerait un afflux d'éléments nouveaux, rendrait la Centrale unique plus dépendante des couches les plus exploitées, donnerait au ferment révolutionnaire la possibilité d'impulser aux luttes un caractère et un niveau plus révolutionnaires et d'arracher à l'influence réformiste de plus larges couches d'ouvriers;

d) Pour l'action révolutionnaire, la réalisation en France de l'unité syndicale aurait une importance considérable et ne permettrait pas, dans les luttes qui vont s'amplifier, à la répression patronale et gouvernementale de frapper une avant-garde sans que se fassent immédiatement sentir ses répercussions dans toutes les masses ouvrières.

MOTION

Le Congrès de la C.G.T.U. affirme à nouveau que le courant révolutionnaire qu'il constitue est prêt à chaque instant à la reconstitution d'une Centrale unifiée, sans autre condition fondamentale que la démocratie syndicale et le droit des tendances à s'organiser, droit dont le pléniement par les chefs réformistes a permis la scission;

8^o Pour réaliser cette unité syndicale, le Congrès de la C.G.T.U. mandate la C.E. confédérale pour s'adresser à la C.E. de la C.G.T., de la C.G.T.S.R. et aux syndicats autonomes, pour proposer, sur les bases ci-dessus indiquées, une réunion commune chargée de fixer la date et les modalités d'organisation d'un Congrès de fusion, chargé de réaliser la fusion simultanée de toutes les organisations syndicales, de définir l'orientation de la Centrale unifiée et de nommer la direction, les participants s'engageant à s'incliner devant la majorité tout en conservant leur droit de critique;

9^o Le Congrès de la C.G.T.U. déclare que cette démarche de la direction confédérale doit être accompagnée d'une action parallèle des syndicats,

fédérations et unions unitaires s'adressant aux organisations syndicales correspondantes pour examiner à tous les échelons les problèmes posés pour la réalisation de l'unité et menant une campagne popularisant les conceptions unitaires de la C.G.T.U.;

10^o Tant que l'unité ne sera pas réalisée, les syndicats unitaires devront toujours proposer pour toutes les luttes, aux organisations syndicales intéressées, une action concertée et la réalisation d'un front unique de combat.

Et demain ?

Le Congrès de la C.G.T.U. ne considère pas que le refus de ces propositions claires par les chefs réformistes clôt le problème de l'unité syndicale qui restera posé dans les mêmes conditions devant les ouvriers pour qui le refus des chefs réformistes constituera une démonstration de plus de leur volonté de scission au profit de la bourgeoisie.

Le Congrès de la C.G.T.U. se prononce contre tout départ de minorités ré-

volutionnaires du sein de la C.G.T. Celles-ci doivent y rester pour mener la lutte contre le réformisme en résistant à toutes les provocations. L'abandon des syndicats réformistes correspond à une conception de syndicat de secte.

Les révolutionnaires ne peuvent pas brûler les étapes pour la conquête des masses; ils doivent aider celles-ci à les franchir en mettant les chefs réformistes dans l'obligation d'apparaître sous leurs véritables traits de scissionnistes par des exclusions

Contre les scissionnistes

du C.I.S.

Le Congrès de la C.G.T.U. condamne catégoriquement les menées scissionnistes au sein de la C.G.T.U., tendant, sous prétexte d'unité corporative, à la rentrée dans la C.G.T. de syndiqués ou de syndicats, complétant ainsi la manœuvre de Japy pour la désagrégation de la C.G.T.U. au profit du réformisme.

Camarade délégué,

Tu peux recevoir la Vérité un mois gratuitement.

Tu peux pour 5 francs t'abonner 3 mois.

Tu peux recevoir en prêt nos livres.

Tu peux les acheter avec 30 % de réduction.

Envoie ton adresse :

Nom

Adresse

Syndicat

Je désire :

La Vérité un mois gratuit.

Abonnement de trois mois.

Livres en prêt. Titres.....

Signature :

DECLARATION de l'Opposition sur le vote du rapport d'activité

Camarades délégués,

La situation de notre C.G.T.U. est grave.

La majorité révolutionnaire qui s'exprimera ici ne pourra conquérir de larges couches d'ouvriers par un vote. Il lui faut adopter une orientation syndicale juste. Il lui faut abandonner les erreurs de la majorité confédérale qui, au lieu de rassembler les larges masses autour de la C.G.T.U. ont dissocié les masses révolutionnaires et ont permis aux chefs réformistes du C.I.S. de vouloir entraîner un grand nombre d'ouvriers révolutionnaires vers le réformisme de trahison.

Camarades délégués,

Toutes les erreurs de la période passée nous font condamner le rapport d'activité qui veut les justifier au lieu de s'attaquer à la cause de la situation présente : la mauvaise politique.

Nous ne sommes pas contre l'activité communiste dans les syndicats, mais nous sommes contre sa défiguration, contre une politique qui contribue à diminuer la puissance du courant révolutionnaire, et ce à la veille des combats décisifs. Nous sommes partisans de l'orientation révolutionnaire. C'est pourquoi nous n'assemblerons pas nos votes avec ceux des ennemis de la Révolution russe qui sont rassemblés dans le C.I.S. et qui, eux, ont fait confiance à la politique de Jouhaux en votant son rapport moral.

C'est pourquoi nous joindrons nos voix à la majorité confédérale contre le réformisme.

Prenant nos responsabilités, nous vous lançons un cri d'alarme. Sans retour à une juste politique communiste, malgré les conditions objectives favorables, le courant syndical révolutionnaire que constitue la C.G.T.U. ne grandira pas dans la mesure puissante qui assurerait notre victoire.

Camarades,

Ceux qui ont pendant des années fait les fautes qu'ils reconnaissent en partie du bout des lèvres, instauré un mécanisme dont les erreurs ont fait le jeu des manœuvres de la bourgeoisie et des chefs réformistes et social-démocrates, et diminué le courant révolutionnaire, ceux-là mêmes doivent retourner à la base et être remplacés par une équipe nouvelle, tenant compte du passé, ayant une ferme stratégie des grèves, sachant pratiquer véritablement le front unique, œuvrant réellement pour l'unité syndicale.

Dans ce bref appel, nous tenons à exprimer, en même temps que nos angoisses, nos espoirs.

Nos milliers d'ouvriers qui suivent le P.C. et la C.G.T.U. constituent le ferment des luttes décisives. Il faut que ceux qui revendiquent être leur avant-garde reprennent conscience de leur rôle. Cessons avec le syndicalisme de secte ! Luttons implacablement contre le syndicalisme réformiste, contre le C.I.S. ! Rétablissons une liaison normale entre parti et syndicats ! Revenez à la politique syndicale tracée par les premiers Congrès de V.I.C., dirigée par Lénine et Trotsky.

Vive la C.G.T.U. !

Vive V.I.S.R. !

Le camarade Blankaert (Bate-liers de Dunkerque) s'est associé à cette déclaration de notre fraction syndicale.

Le gérant : P. FRANK.

MAISON DES SYNDICATS (Service de l'imprimerie)

3, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10^e arr.)